

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 juin 2005

Original: français

**Lettre datée du 21 juin 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe de la présente, le texte relatif à la décision conjointe (de l'Assemblée nationale et du Sénat) portant prolongation de la durée de la transition en République démocratique du Congo, ainsi que son annexe I sur le calendrier prévisionnel des scrutins combinés.

Je vous prie de bien vouloir faire circuler la présente, ainsi que ses annexes, comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Atoki **Ileka**



Annexe à la lettre datée du 21 juin 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
ASSEMBLEE NATIONALE ET SENAT
KINSHASA/LINGWALA

DECISION CONJOINTE
N° 204/D.C./AN/SEN/05 DU 13/06/05
PORTANT PROLONGATION
DU MANDAT DE LA COMMISSION

Palais du Peuple

Juin 2005

**DECISION CONJOINTE N°001/D.C./AN/SEN/05 DU 17/06/2005
PORTANT PROLONGATION DE LA DUREE DE LA TRANSITION**

L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE SÉNAT, CONJOINTEMENT ;

Vu l'Accord Global et Inclusif ;

Vu la Constitution de la transition, spécialement en ses articles 97 et 196 alinéa 2 ;

Vu la requête de la Commission Electorale Indépendante (CEI) tendant à obtenir la prolongation de la Transition en vue de permettre l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes en République Démocratique du Congo dans les meilleures conditions, requête déposée auprès des Bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat en date du 15 juin 2005 ;

Considérant qu'aux termes des clauses de l'Accord Global et Inclusif, notamment en son point IV et des dispositions de la Constitution de la Transition, spécialement en son article 196 alinéa 1^{er}, la durée de la Transition a été fixée à 24 mois. Celle-ci court à compter de la formation du Gouvernement de Transition et prend fin avec l'investiture du Président de la République élu à l'issue des élections ;

Considérant en outre que conformément aux clauses du même point IV de l'Accord Global et Inclusif, la Constitution de la Transition a prévu en son article 196 alinéa 2 la possibilité pour l'Assemblée Nationale et le Sénat de prolonger la Transition pour une durée de six mois renouvelable une seule fois, par une décision conjointe et dûment motivée des deux Chambres, en raison des problèmes spécifiquement liés à l'organisation des élections. Et ce, sur proposition de la Commission Electorale Indépendante ;

Que le Gouvernement de Transition ayant été formé le 30 juin 2003, la durée de 24 mois de Transition expire au 30 juin 2005 ;



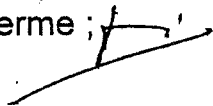
Qu'à l'étape actuelle de la Transition, le constat général est que certains objectifs de la Transition formulés par l'Accord Global et Inclusif, et liés à l'organisation des élections n'ont pas été entièrement atteints. De telle sorte que les élections devant conduire à l'instauration d'un nouvel ordre politique et démocratique en République Démocratique du Congo n'ont pu être organisées au cours du premier terme de la Transition ;

Qu'ainsi, eu égard à ce constat, la Commission Electorale Indépendante a saisi, en date du 15 juin 2005, l'Assemblée Nationale et le Sénat de la requête susvisée ;

Que le Président de la Commission Electorale Indépendante fonde sa requête notamment sur les raisons majeures suivantes :

1. les exigences techniques liées à l'opération d'acquisition du matériel d'identification et d'enrôlement des électeurs ;
2. le délai incompressible d'acquisition et de déploiement du matériel, du temps requis pour la formation des agents électoraux, de la durée des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs, du temps nécessaire à la gestion du contentieux né des opérations pré-électorales et pour l'adoption de la loi électorale ;
3. la nécessité d'un délai raisonnable pour la sensibilisation et la mobilisation de la population ;
4. les difficultés de l'opérationnalisation de la Commission Electorale Indépendante dues à l'insuffisance de l'infrastructure, à la modicité du budget, etc. ;
5. les contraintes logistiques et sécuritaires ;

Qu'en dépit de ces difficultés, le Président de la Commission Electorale Indépendante a néanmoins reconnu la volonté sans équivoque des animateurs des Institutions de la Transition et des partenaires internationaux de conduire et d'accompagner, sans heurts, le processus de Transition jusqu'à son terme ;

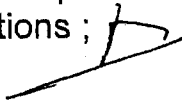


Considérant qu'après examen des arguments avancés par la Commission Electorale Indépendante, et au regard des tâches déjà accomplies par les Institutions de la Transition, notamment dans le domaine de la production législative, dans la disponibilisation de moyens logistiques et financiers par le Gouvernement avec le concours appréciable des partenaires extérieurs, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont jugé, à l'issue du débat, qu'il y a lieu de faire droit à la requête de cette Institution d'Appui à la Démocratie. Et ce, en vue de parachever les efforts déjà consentis, afin de résoudre les quelques problèmes pendants, spécifiquement liés à l'organisation des élections, notamment :

- l'organisation du référendum constitutionnel ;
- l'adoption de la loi électorale ;
- la mobilisation nécessaire des ressources matérielles, financières et humaines ;
- l'intégration complète de l'armée, de la police et des services de sécurité ;
- le parachèvement de la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national ;
- la finalisation des mesures sécuritaires indispensables à la protection des personnes et de leurs biens ;

Considérant qu'en définitive, l'Assemblée Nationale et le Sénat constatent que les conditions fixées par l'alinéa 2 de l'article 196 de la Constitution de la Transition sont réunies pour proroger la durée de la Transition par une décision conjointe et dûment motivée des deux Chambres ;

Considérant qu'il convient d'accorder une prolongation de la période de Transition pour une durée de six mois à dater du premier juillet 2005. Cette durée est, sur proposition de la Commission Electorale Indépendante, renouvelable une seule fois, et prend fin à l'investiture du Président élu à l'issue des élections ;



Qu'il y a lieu également de prendre acte du calendrier prévisionnel des scrutins combinés élaboré par la Commission Electorale Indépendant, calendrier que l'Assemblée Nationale et le Sénat recommandent aux Institutions nationales et à la Communauté internationale de respecter et de faire respecter scrupuleusement ;

Vu l'urgence ;

Sur proposition de la Commission Electorale Indépendante ;

DECIDENT

Article 1^{er} :

La période de Transition en République Démocratique du Congo est prolongée pour une durée de six mois à compter du premier juillet 2005 conformément à l'article 196 alinéa 2 de la Constitution de la Transition.

Sur proposition de la Commission Electorale Indépendance, cette durée est renouvelable une seule fois et prend fin à l'investiture du Président de la République élu à l'issue des élections.

Article 2 :

La présente décision conjointe entre en vigueur le premier juillet 2005 et est publiée au Journal Officiel.

Fait à Kinshasa, le 17 juin 2005

Le Président du Sénat

M^{gr} Pierre MARINI BODHO

Le Président de l'Assemblée
Nationale

Olivier KAMITATU ETSU



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE
C. E. I.



ANNEXE 1

Calendrier prévisionnel des scrutins combinés



Commission Electorale Indépendante - RDC
Calendrier prévisionnel des scrutins combinés

N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin
1	1 Scrutin référendaire	297 jours	06/05/05	26/02/06
2	1.1 Cadre juridique	44 jours	13/05/05	25/06/05
3	1.1.1 Adoption du projet de Constitution	1 jour	13/05/05	13/05/05
4	1.1.2 Adoption de la loi référendaire	1 jour	14/06/05	14/06/05
5	1.1.3 Promulgation de la loi référendaire	1 jour	26/06/05	26/06/05
6	1.1.4 Actes réglementaires	1 jour	01/08/05	01/08/05
7	1.2 Planification	190 jours	15/06/05	21/12/05
8	1.2.1 Mise en oeuvre des plans logistique et sécurité	180 jours	15/06/05	21/12/05
9	1.3 Gestion des centres et bureaux de vote et des centres de compilation	266 jours	06/05/05	26/01/06
10	1.3.1 Identification des BV	15 jours	06/05/05	20/05/05
11	1.3.2 Elaboration des procédures	60 jours	26/06/05	24/08/05
12	1.3.3 Production des manuels d'opérations	63 jours	01/08/05	02/10/05
13	1.3.4 Préparation des manuels et mise en oeuvre plan de formation	178 jours	01/08/05	26/01/06
14	1.3.5 Formation personnel des BV	6 jours	21/11/05	26/11/05
15	1.4 Gestion du matériel électoral	162 jours	02/06/05	10/11/05
16	1.4.1 Conception et spécification des documents et du matériel électoral	16 jours	02/06/05	16/06/05
17	1.4.2 Acquisition des kits électoraux	90 jours	04/07/05	01/10/05
18	1.4.3 Déploiement du matériel	40 jours	02/10/05	10/11/05
19	1.5 Convocation des électeurs et campagne référendaire	30 jours	28/10/05	26/11/05
20	1.5.1 Convocation des électeurs	1 jour	28/10/05	28/10/05
21	1.5.2 Campagne référendaire	30 jours	28/10/05	26/11/05
22	1.6 Observation et témoins	125 jours	25/07/05	26/11/05
23	1.6.1 Accréditation des observateurs nationaux et internationaux	124 jours	26/07/05	26/11/05
24	1.6.2 Accréditation des témoins	125 jours	25/07/05	26/11/05
25	1.7 Education civique, sensibilisation et information	271 jours	01/06/05	26/02/06
26	1.7.1 Traduction et vulgarisation	271 jours	01/06/05	26/02/06
27	1.7.2 Scrutins et procédures de vote	59 jours	01/08/05	29/07/05
28	1.8 Jour du scrutin	1 jour	27/11/05	27/11/05
29	1.9 Compilation et annonce des résultats par la CEI	7 jours	28/11/05	04/12/05
30	1.10 Contentieux	9 jours	04/12/05	12/12/05
31	1.11 Proclamation des résultats par la Cour Suprême de Justice	1 jour	13/12/05	13/12/05
32	1.12 Promulgation de la Constitution	1 jour	13/12/05	13/12/05
33	1.13 Recouvrement et inventaire	10 jours	28/11/05	07/12/05
34	2 Autres scrutins (Assemblée Nationale, élections provinciales et présidentielles 1er tour)	154 jours	14/12/05	16/05/06
35	2.1 Cadre juridique	1 jour	14/12/05	14/12/05
36	2.1.1 Promulgation de la loi électorale	1 jour	14/12/05	14/12/05
37	2.2 Planification	146 jours	22/12/05	16/05/06
38	2.2.1 Mise en oeuvre des plans logistique et sécurité	146 jours	22/12/05	16/05/06
39	2.3 Gestion des centres et bureaux de vote et des centres de compilation	32 jours	14/12/05	14/01/06
40	2.3.1 Réimpression des listes électorales par BV	32 jours	14/12/05	14/01/06
41	2.4 Gestion des opérations	34 jours	15/12/05	17/01/06
42	2.4.1 Délimitation des circonscriptions	11 jours	15/12/05	25/12/05
43	2.4.2 Inscriptions des candidats	15 jours	30/12/05	13/01/06
44	2.4.3 Recours et publication de la liste des candidats	9 jours	09/01/06	17/01/06





Commission Electorale Indépendante - RDC
Calendrier prévisionnel des scrutins combinés

N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin
45	2.4.4 Convocation des électeurs	1 jour	15/12/05	15/12/05
46	2.5 Gestion du matériel électoral	76 jours	08/02/06	24/04/06
47	2.5.1 Conception et production des documents électoraux (bulletins de vote, procès-verbaux, etc.)	30 jours	08/02/06	09/03/06
48	2.5.2 Assemblage et déploiement du matériel	24 jours	04/03/06	27/03/06
49	2.5.3 Recouvrement et inventaire	8 jours	17/04/06	24/04/06
50	2.6 Campagne électorale	30 jours	30/01/06	28/02/06
51	2.7 Observation et témoins	77 jours	30/01/06	16/04/06
52	2.7.1 Accréditation des observateurs nationaux et internationaux	77 jours	30/01/06	16/04/06
53	2.7.2 Accréditation des témoins	58 jours	30/01/06	28/03/06
54	2.8 Education civique, sensibilisation et information	78 jours	02/01/06	20/03/06
55	2.9 Scrutins combinés	2 jours	20/03/06	21/03/06
56	2.10 Dépouillements, compilation, annonce provisoire et proclamation des résultats	20 jours	26/04/06	15/05/06
57	3 Scrutin présidentiel (2ème tour) et sénatorial (élection indirecte par les Assemblées Provinciales)	36 jours	11/04/06	16/05/06
58	3.1 Impression et livraison des bulletins de vote	19 jours	11/04/06	29/04/06
59	3.2 Scrutin (élection présidentielle 2ème tour)	1 jour	30/04/06	30/04/06
60	3.3 Dépouillement et résultats	14 jours	01/05/06	14/05/06
61	3.4 Compilation et annonce des résultats provisoires	1 jour	15/05/06	15/05/06
62	3.5 Proclamation des résultats	1 jour	16/05/06	16/05/06